

DÉVELOPPEMENT social



Conseil de la santé
et du bien-être



CONFÉRENCE DES
RÉGIONS RÉGIONALES
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
DU QUÉBEC



L'Association
des régions du Québec



INSTITUT NATIONAL
DE SANTÉ PUBLIQUE
DU QUÉBEC



Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé
et des Services sociaux



RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
DE MONTRÉAL-CENTRE
Direction de la santé publique

Bulletin d'information sur les suivis des forums sur le développement social

Vol. 1, no 1 • OCTOBRE 1999

Un bulletin dédié au développement social!

En 1998, le *Conseil de la santé et du bien-être*, en collaboration avec l'*Association des régions du Québec* et la *Conférence des régions régionales de la santé et des services sociaux*, a mené une importante démarche sous l'appellation de *Forum sur le développement social*. Rejoignant près de 8 000 personnes à travers 70 forums locaux, 13 forums régionaux et un forum national, la démarche a mobilisé un nombre important d'acteurs des divers secteurs d'activité de notre société et ce, tant aux niveaux local que régional et national. Cette mobilisation s'est poursuivie après l'événement national. Au niveau des régions, des comités de suivis furent mis en place, chargés de voir à la réalisation des plans d'action arrêtés par les acteurs locaux et régionaux au moment des forums régionaux, alors qu'au niveau national, diverses initiatives ont vu le jour, notamment en lien avec la question de la participation

sociale, de même qu'en lien avec la mesure du développement social.

Le bulletin *Développement social* se veut, lui aussi, une suite concrète à la démarche du *Forum sur le développement social*. Porté conjointement par le *Conseil de la santé et du bien-être*, l'*Association des régions du Québec*, la *Conférence des régions régionales de la santé et des services sociaux*, le *Ministère de la santé et des services sociaux*, l'*Institut national de santé pu-*

blique du Québec et la *Direction de la santé publique de la Régie régionale de Montréal-Centre*, le bulletin a pour objectifs : de faciliter l'information entre les différents acteurs impliqués, de soutenir les démarches régionales en venant rendre compte des travaux réalisés et des projets locaux et régionaux en cours, de faire état de l'avancement des différents projets donnés au niveau national, et, finalement, de poursuivre la promotion de la préoccupation du développement social.

Publié trois fois l'an, le bulletin offrira à ses lecteurs des textes et reportages présentant des initiatives locales, régionales ou nationales en développement social, de même que des réflexions inédites et des points de vue étoffés afin d'alimenter la réflexion des lecteurs sur les multiples dimensions du développement social.

Le Comité de direction du bulletin

Écrivez-nous...

Sans s'engager formellement à reproduire tous les textes qui lui seront soumis, le bulletin offre à ses lecteurs la possibilité d'exprimer un point de vue. Les textes soumis devront cependant être concis, c'est-à-dire ne pas excéder 500 mots.

Sommaire

Le point de vue de

Hélène Morais, présidente du CSBÉ p. 2

Diane Vallières, présidente de la CRRSSS p. 2

Jean-Pierre Adam, président de l'ARQ p. 3

Dossier

Le développement social dans les localités et les régions p. 4

Réflexion

« Le modèle québécois : un modèle dépassé? »

par Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque

et Yves Vaillancourt, UQAM p. 13

Nouvelles brèves p. 16

Événement

Colloque sur le développement social

Les 28 et 29 octobre prochain se tiendra à Québec le colloque "*le développement social dans les localités et les régions*", organisé conjointement par le Conseil de la santé et du bien-être, l'Association des régions du Québec et la Conférence des régions régionales de la santé et des services sociaux. Dix huit mois après la tenue du *Forum sur le développement social*, il importe de faire le point sur les actions réalisées dans les localités et les régions et de permettre des réflexions et des échanges sur les stratégies locales ou régionales, de même que sur les outils développés. L'événement devrait réunir une centaine de représentants et représentantes des différentes régions.



Hélène Morais Présidente du Conseil de la santé et du bien-être

pensée abstraite, mais elle puisera une partie de son contenu d'un éclairage terrain".

C'est dans le but de permettre cet enrichissement mutuel du "terrain" et de la réflexion, pour le renouvellement de notre vision collective du développement social, que ce bulletin a été créé. Ce projet reçoit tout son sens du fait qu'il est porté aussi par d'autres partenaires tels l'Association des régions du Québec, la Conférence des régions régionales de la santé et des services sociaux, le Ministère de la santé et des services sociaux, l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction de la santé publique de la Régie régionale de Montréal-Centre. La concertation est une exigence tout autant pour l'action que pour la réflexion !

Ce bulletin a une finalité évidente, c'est de servir de médium de communication. Communiquer *quoi et à qui* ? Essentiellement, ce qui est généré comme innovations et réflexions dans la suite des forums sur le développement social – en accordant un privilège à ce qui vient d'*en-bas*, les localités, les régions, pour envoyer des messages à ce qui est *en-haut*, l'État, les organismes nationaux, les grands secteurs d'activités sociales.

Dans cet effort pour renouveler notre vision collective du développement social, la tâche principale qui demeure à compléter, c'est celle de la négociation d'une nouvelle division du travail entre l'État et la société civile. La tâche est immense, on en est conscient. Elle exigera que l'État aille beaucoup plus loin qu'il ne l'a fait jusqu'ici dans son effort pour penser et faire la décentralisation. Du côté de la société civile, des efforts de responsabilisation devront continuer à être faits, et un effort particulier de réflexion collective devra se faire quant à un réarrangement souhaitable des institutions et des ressources du milieu pour un mieux-être de la collectivité. Tout ce que je souhaite, c'est que le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL apporte une contribution utile à l'avancement de ces tâches. ♦

L'objectif général que s'est donné le Conseil de la santé et du bien-être dans l'organisation du Forum sur le développement social est de travailler au renouvellement de notre vision collective du développement social.

Dans les toutes dernières lignes de la conclusion du *Rapport sur le Forum sur le développement social*, nous écrivions : " *C'est peut-être cette affirmation tangible et concrète de la volonté de faire autrement le développement social qui forcera le sérieux de l'effort à faire pour le penser autrement. Il y a effectivement un élément rassurant dans le fait que l'élaboration de ce nouveau modèle (de développement social) puisse compter sur une réalité en mouvement; elle ne sera pas uniquement le fruit d'une*

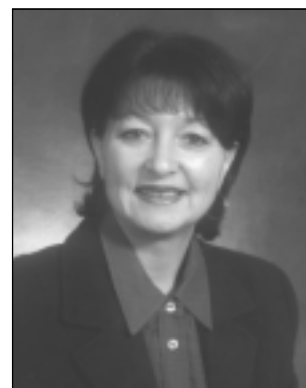


Point de vue

Diane Vallières Présidente de la Conférence des régions régionales de la santé et des services sociaux du Québec

Le développement social est au cœur des préoccupations des Québécoises et des Québécois depuis longtemps : renforcer les communautés, les liens sociaux, le tissu social, partager plus équitablement la richesse et ce qui la produit, travailler à contrer l'exclusion sous toutes ses formes, mettre les conditions en place pour que chaque individu réalise pleinement son potentiel et fournisse à la société sa pleine contribution.

Alors que la société québécoise évolue, sur les plans économique, social et culturel, des menaces et des opportunités se présentent : mondialisation de l'économie, arrivée massive des nouvelles technologies, modification du rôle de l'État et des pratiques démocratiques, déplacement des lieux de pouvoir et de responsabilité, multiplication des connaissances et complexification des rapports sociaux. Pour leur part, les actrices et les acteurs de cette société agissent en aval ou en amont du développement économique, chacune et chacun à leur manière et avec



Point de vue

Diane Vallières

toute la bonne volonté du monde, pour contrer les menaces au sein des collectivités et auprès des personnes et pour que le développement social prenne tout son sens.

On constate cependant que les actions isolées n'apportent plus leurs effets. C'est ce qu'avaient mis en lumière les forums régionaux à l'automne 1997 et le forum national sur le développement social au printemps 1998. Sous l'égide du Conseil de la santé et du bien-être, l'Association des régions et la Conférence des régies régionales, les Conseils régionaux de développement et les régies régionales, s'étaient associés à ces événements pour jeter les bases d'une compréhension des contributions respectives de chacun pour le développement social et pour rendre plus cohérents et complémentaires la vision, les objectifs et les actions.

Dans cette perspective, l'une des raisons qui amène la Conférence des régies régionales à s'associer à un bulletin sur le développement social consiste justement à faire en sorte que les actions qui sont posées un peu partout au Québec soient unifiées dans un concept et des objectifs partagés et dans des interventions concrètes enracinées dans chaque milieu de vie. De fait, par ce bulletin, il y aura une plate-forme au Québec qui permettra une démonstration tangible des initiatives qui sont déployées dans le milieu et par le milieu, dans une recherche collective de santé et de bien-être des populations locales et régionales.

Comme porteurs de la pensée que la participation sociale est l'un des déterminants de la santé, les membres du conseil d'administration de la Conférence des régies régionales, et les régies régionales, sont fiers d'être présents dans ce bulletin et, avec l'ensemble de leurs partenaires, d'être des actrices et des acteurs du développement social au Québec.

Longue vie à ce nouveau tremplin ! ♦

Point de vue

Jean-Pierre Adam
Président de
l'Association des
régions du Québec

pourrons conjuguer le fruit de nos actions et de nos réflexions en matière de développement social.

Plusieurs raisons motivent notre participation. Tout d'abord, permettez-moi d'exprimer ma conviction personnelle quant au bien-fondé de la communication dans toute œuvre de développement. Une conviction qui est partagée par l'ensemble des Conseils régionaux de développement du Québec qui depuis plus de trente ans favorisent une action concertée au sein de nos régions. Au cours des dernières années, la tenue du Forum sur le développement social a été un levier significatif de cette action concertée. Il a mis en évidence des besoins sociaux de tous ordres qui interpellent de nombreux acteurs de l'État et de la société civile. La tâche est multiple et invite à la créativité et au partenariat. Déjà, dans les régions et les localités, de nombreuses actions sont posées en regard des personnes vivant diverses problématiques que ce soit en matière d'emploi, d'éducation ou de santé. Cela nous amène à relever de nouveaux défis et enjeux dont celui de la recrudescence de la pauvreté et de la détresse sociale, problèmes sociaux qui nécessitent de nouvelles alliances en vue d'une action concertée. Ces préoccupations sont au cœur des orientations sociales que se donnent actuellement les Conseils régionaux de développement (CRD). Je pense, entre autres, à celles reliées à la jeunesse, la famille et l'enfance, le vieillissement, la condition féminine et l'économie sociale.

À tous ces égards et au nom de l'Association des régions du Québec, je réitère notre engagement de poursuivre notre partenariat dans la mise en œuvre des orientations issues du Forum. La création de ce nouveau bulletin nous apparaît une occasion privilégiée d'y souscrire.

À travers l'exercice de ses mandats, l'Association des régions du Québec prône une prise en charge de plus en plus grande du milieu par le milieu et évolue afin de doter les régions d'outils nécessaires à cette prise en charge. Dans cette optique, le bulletin " Développement social " sera, et nous y travaillerons, d'une grande importance par le pouvoir d'information, de conscientisation et de rayonnement qu'il revêt.

Porte-parole des orientations communes de ses membres, l'Association des régions du Québec souhaite ainsi aller plus loin dans la promotion des intérêts des régions et le respect de leur autonomie, par un échange accru d'informations et d'expertises. Le dépassement et l'ouverture au changement passent obligatoirement par une information de qualité qui reflète les réalités de nos populations. Nous en sommes convaincus et nous vous assurons de notre collaboration dans cette démarche. ♦





Dossier

Le développement social dans les localités et les régions : des discours... à l'action !

par Michel Morel
en collaboration avec
Guylaine Chabot, Lorraine Carrier,
Denis St-Amand, Lionel Robert
et Pierre Laurence

*porté uniquement par le gouvernement, il doit plutôt reposer sur une vision partagée par l'ensemble des acteurs sociaux et supportée par les concertations nécessaires*¹.

Conformément à cette prémisse, la démarche mise en place faisait le pari de la mobilisation des acteurs des différents secteurs et des différents niveaux autour des enjeux de développement social, et s'imposait trois exigences : d'abord *mobiliser le plus grand nombre possible de partenaires et de les faire entrer en dialogue*, ensuite favoriser une véritable démarche de participation, et, finalement, soumettre la réflexion à *l'épreuve par rapport à des enjeux spécifiques de développement social*². À leur tour, ces exigences définissaient deux étapes dans la démarche, celle des forums régionaux et celle du forum national.

D'abord comprendre les motivations des acteurs

Les régions ont répondu à l'invitation de réfléchir sur le développement social. Il n'y a

Au moment du Forum national, les participants avaient exprimé le souhait que des moyens concrets soient pris pour favoriser la poursuite de la réflexion sur le développement social.

Le bulletin DÉVELOPPEMENT SOCIAL s'inscrit dans cette perspective, et le présent dossier sur les suivis donnés dans les localités et les régions, se veut un premier pas dans ce sens. Ce dossier ne prétend ni à l'exhaustivité, ni à l'objectivité : il se veut plutôt un regard sur certains suivis donnés, une tentative modeste de voir comment diverses actions initiées dans les communautés s'inscrivent par rapport à certaines des conditions du développement social, telles qu'expérimentées lors des forums régionaux et national.

Quelques rappels

En lançant la démarche de réflexion sur le développement social, le Conseil osait soumettre au débat sa propre conviction à l'effet que "... notre compréhension de ce que doit être le développement social doit intégrer ce qui se fait au quotidien dans les communautés et dans les régions, tant par les organismes publics que par les organisations communautaires ou privées. " D'emblée le Conseil affirmait également que "... le développement social québécois ne peut être

rien d'étonnant à cela puisque les enjeux évoqués par la démarche ne sont pas différents de ceux auxquels sont confrontées quotidiennement les organisations présentes dans les concertations en région : la pauvreté grandissante, les difficultés d'intégration sociale des jeunes et leur situation économique précaire, le chômage, présentent comme une lourde menace sur les perspectives de développement régional, de même que l'isolement grandissant d'une partie de la population...

Une fois l'appel lancé et les enjeux nommés par le Conseil, les acteurs régionaux ont répondu, reconnaissant là leurs propres préoccupations. Bien sûr, les motivations implicites de chacun des acteurs divergent en fonction de leurs missions sectorielles : pour les Régies régionales, les enjeux nommés sont de puissants déterminants de la santé et du bien-être, pour les CRCD, les enjeux présents sont des obstacles au développement régional, pour les acteurs du milieu scolaire, les mêmes enjeux sont cruciaux pour la réussite scolaire, pour les acteurs économiques, ces mêmes enjeux sont des obstacles au développement économique, pour les acteurs du secteur communautaire, les enjeux abordés lors des forums sont bien souvent les enjeux de leur travail au quotidien... On

pourrait débattre longtemps sur les motivations spécifiques de chacune des organisations, sur leurs approches et leurs pratiques en ces matières, sur les plans d'action des différents acteurs et sur leurs actions sur le terrain en lien avec ces enjeux, mais ce qui importait au moment des forums, c'est d'abord le fait que les acteurs régionaux se soient rejoints sur les constats, qu'ils se soient rejoints aussi sur les objectifs à poursuivre dans une perspective régionale de développement social.

Il y a donc eu mobilisation des acteurs régionaux, une mobilisation qui avait peu à voir avec l'appel du Conseil, cet appel ne servant, en définitive, que de déclencheur à une volonté présente mais latente, encore enfermée dans ses dimensions sectorielles. S'inscrivant dans un contexte de redéfinition des rapports entre le palier central et le palier régional, la démarche proposée allait permettre aux acteurs régionaux d'une part, de mieux connaître l'état

Une mobilisation réussie

Le Forum sur le développement social, ce fut...

- 8 000 personnes rejointes
- plus de 70 forums locaux et 13 forums régionaux
- 600 participants au forum national
- 16 des 17 régions du Québec ont participé

L'objectif initial de mobilisation fut largement atteint. Toutes les régions furent rejointes, d'une façon ou d'une autre. L'ampleur de la mobilisation, la nature des activités réalisées au moment des forums, et celles en cours actuellement au niveau des suivis, témoignent de la volonté des acteurs locaux et régionaux d'agir en développement social.

¹ «Forum sur le développement social : Présentation de la démarche», Conseil de la santé et du bien-être, mars 1997, p.5.

² Idem, p.9.

du développement social de leurs milieux, d'identifier les actions à entreprendre et d'arrêter leurs propres orientations en développement social et, d'autre part, de pouvoir affirmer les spécificités régionales des enjeux abordés, spécificités qui commandent, bien sûr, des stratégies adaptées aux réalités des milieux, plutôt que des "politiques mur-à-mur" venues du central.

C'est d'abord ici que les forums régionaux prennent tout leur sens, dans cette appropriation collective régionale des enjeux de développement social. Les enjeux n'étaient certes pas nouveaux, la majorité des acteurs présents dans les forums intervenaient déjà, sectoriellement, sur plusieurs de ces enjeux. Ce qui était nouveau, c'était la volonté des acteurs de se donner des outils de connaissance et d'analyse communs, de même que la volonté de s'attaquer ensemble aux problématiques régionales identifiées, une volonté exprimée clairement par les acteurs significatifs de la région.

Évidemment, ce n'est là qu'un premier pas ! Un premier pas bien inutile s'il ne conduit pas à l'action concrète. C'est là que réside tout le défi de l'après forum, comme l'ont clairement exprimé plusieurs des participants à l'événement national d'avril 1998.

Des convictions affirmées... à leur concrétisation

Lors des forums régionaux et national, plusieurs énoncés ont émergé, prenant l'allure de convictions partagées par les acteurs. Des convictions qui définissent une perspective logique de continuité et de cohérence. Ces convictions s'appuient sur une même assise, qu'on doit comprendre comme la finalité propre au développement social : *l'épanouissement optimal des personnes et des communautés*. Le développement de nos communautés est indissociable de l'épanouissement des individus qui les composent. Le développement social doit donc tendre à rejoindre les personnes là où elles sont et à leur offrir les opportunités, le support et les moyens pour s'épanouir pleinement, dans le respect de leurs aspirations comme de leurs limites.

Puisque "... la nouvelle façon de concevoir le développement social doit prendre appui sur les nouvelles façons de faire le développement social"³, il importe de reprendre dans ce dossier quelques-unes des convictions affirmées lors des forums régionaux et national et de voir comment ces "convictions affirmées" se concrétisent dans les milieux, de voir et de comprendre les obstacles rencontrés et les défis qui se posent, de même que de comprendre les changements générés dans les pratiques institutionnelles.

Une approche de développement social doit viser à redonner du pouvoir aux personnes !

En conformité avec la définition préliminaire du développement social soumise au débat, le Conseil avait placé la question de la participation sociale au cœur même de la réflexion à mener. Préoccupation partagée par les acteurs locaux et régionaux, cette question fondamentale de la participation sociale s'est trouvée fortement confirmée dans les enjeux formulés lors des forums, abordant la participation sociale sous l'angle de l'existence de conditions pour susciter l'implication des personnes et de l'existence de lieux pour favoriser la participation et la mise en place de processus ouverts et démocratiques pour permettre l'exercice de la citoyenneté. Ces enjeux issus des débats locaux et régionaux ont eu des répercussions concrètes dans les plans d'action mis en place pour les suivis.

Dans les milieux où des projets sont en cours, on estime que "... c'est en misant sur le renforcement de leur capital humain que les communautés pourront le mieux se développer. Miser sur le développement social de nos communautés, c'est reconnaître l'importance de redonner du pouvoir aux personnes, de soutenir les personnes plus que de les contraindre, de favoriser la participation sociale et l'exercice de la citoyenneté".

Cette perspective de soutenir les personnes est centrale d'un point de vue de développement social et devrait orienter toutes les actions, les politiques et programmes, de même que les façons de faire dans l'organisation et la prestation des services publics.

Une voix pour ceux qu'on entend rarement : le Mouvement d'action des sans-chèque (MASC) de Lanaudière

Frustré de se sentir laissé pour compte et de ne jamais être admissible aux programmes existants, Robert Préfontaine, citoyen de St-Damien-de-Brandon, nourrissait depuis 1996 le projet de donner une voix, à ceux et celles qui, comme lui, sont peu pris en compte dans les débats actuels. Avec l'aide de la SADC Matawinie des rencontres s'organisent dès l'été 1997 et 60 "sans-chèque" sont rejoints et échangent sur leurs difficultés : se retrouver sans emploi rémunéré, sans prestation de chômage ou d'aide sociale, et exclus des programmes existants, isolés dans leur recherche d'emploi. Lors du forum local sur le développement social tenu en Matawinie, les "sans-chèque" se sont mobilisés et ont réussi à se faire entendre. Le 27 avril 1999, le MASC (Mouvement d'action des sans-chèque) est officiellement créé, un organisme voué à la promotion des droits et des intérêts des "sans-chèque" et qui favorise l'entraide entre les membres. Depuis sa fondation, l'organisme se développe à bon rythme. Supporté par l'Association des personnes handicapées du Secteur Joli-Mont de Rawdon qui lui fournit un local temporaire, et par une première contribution de Centraide, l'organisme dispose aussi de l'appui de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière. Le MASC de Lanaudière siège au Comité de suivi du forum sur la pauvreté en Matawinie et entend également se faire une place au sein de la TROCL (Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière). Par ailleurs le MASC vise également à s'étendre à l'ensemble des MRC de Lanaudière.

Personne contact : Diane Roy,
Tél.: 450-834-5434

Arrimages entre le sectoriel et le territorial : Le CRD Centre-du-Québec

Comme la reconnaissance administrative de la région Centre-du-Québec est encore toute récente, les questions de participation et de représentativité furent au cœur même de la démarche de mise en place du CRD. "Le développement de notre région, sous toutes ses formes, re-

³ Idem, p. 49.

Dossier

Le développement social dans les localités et les régions

pose sur l'exercice d'une citoyenneté active", lisait-on dans les documents appuyant la démarche. Pour réussir à concilier la mission de développement du CRD et les préoccupations des acteurs du milieu, il nous a fallu réaliser un équilibre entre les représentations sectorielle et territoriale. La solution retenue fut la mise en place de 13 tables sectorielles où siègent respectivement 15 personnes, 3 personnes par MRC. À son tour, chacune de ces tables délègue 2 personnes à l'assemblée générale du CRD. Ces tables sectorielles sont un outil indispensable pour le CRD afin d'assurer un équilibre entre les intérêts sectoriels et territoriaux. Une telle dynamique peut, à première vue, sembler lourde à porter, mais notre expérience démontre qu'un tel fonctionnement réussit. *"La force vient de la capacité de chaque MRC à faire remonter les projets vers le CRD"*. Les bénéfices découlant de ce mode d'organisation sont nombreux : une plus large participation effective (195 personnes impliquées dans les tables), le développement d'un sentiment d'appartenance régionale dans un contexte où les spécificités territoriales sont prises en compte, des projets mieux ancrés dans les milieux parce qu'issus du milieu et le sentiment, pour chaque territoire, de pouvoir agir sur son propre développement.

Personne contact : Pierre-Alain Manseau, CRD Centre-du-Québec

"Tous ensemble pour agir" ou Comment transformer le "petit Bronx de Lévis" en un complexe immobilier où les locataires sont chez eux et dont ils sont fiers !

Il y a trois ans, l'ensemble immobilier Hypolite Bernier, projet "familles" de quatre immeubles de 12 logements chacun, avait fort mauvaise réputation : malpropreté, dégradation, violence, présence policière plus que quotidienne. Bref, le "petit Bronx de Lévis", comme on surnommait l'ensemble, était le théâtre de nombreux problèmes : alcoolisme, toxicomanie, violence conjugale et familiale chez la population adulte, problè-

mes d'apprentissage et de comportement chez les enfants qui étaient perçus comme des délinquants à l'école et dans le quartier, problèmes d'isolement et de santé mentale, le tout dans un contexte de pauvreté. Il importait de trouver des solutions pratiques et réalistes à ces situations. Un groupe d'action des locataires (Comité de locataires), le directeur de l'Office municipal d'habitation (OMH) et le CLSC ont formé un groupe support réunissant les 21 organismes publics et communautaires intervenant dans les 4 immeubles. L'effort de concertation a porté fruit : alors qu'auparavant les intervenants des différents organismes agissaient individuellement, sans même soupçonner la présence des autres, la concertation a permis de coordonner les interventions et d'en maximiser les résultats.

Mobilisation des locataires, prise en charge par eux de plusieurs aspects de la vie collective de l'ensemble, supportés par les acteurs du milieu et un intervenant terrain, concertation réelle des organismes publics et communautaires ont assuré la réussite de la démarche. Selon le directeur de l'OMH de Lévis, *"... en agissant ainsi, l'OMH se donne une mission d'accompagnement de ses locataires et place la dignité humaine au cœur de l'intervention"*. Mais *"... c'est la volonté de changement des locataires qui s'est révélée déterminante. Sans cette volonté de changement, ni l'OMH, ni le CLSC, ni les 21 organismes du groupe support n'auraient pu réussir une amélioration aussi répercutante"* mentionne le rapport de l'OMH, transmis à la ministre de la Justice et Députée de Lévis, Mme Linda Goupil. Le rapport, co-signé par les responsables des 21 organismes intervenant dans le dossier, relate les "gains sociaux" découlant du projet :

- Des interventions dorénavant coordonnées, moins fréquentes mais plus concluantes et plus rapides pour les problèmes ponctuels, ce qui permet d'agir davantage en amont des problèmes, en prévention et en dépistage précoce.
- Une baisse importante du vandalisme, beaucoup moins d'interventions policières répressives et utilisation d'une approche communautaire.
- La DPJ constate que les locataires des HLM ont développé une plus grande

confiance en leur capacité. Du côté des enfants, les autorités scolaires mentionnent une nette amélioration de leur rendement scolaire, alors que les commerçants du voisinage notent un changement d'attitude des jeunes.

- Les locataires se chargent eux-mêmes de plusieurs aspects de la vie collective de l'ensemble (entretien, ...) en plus d'entretenir eux-mêmes une patinoire extérieure. De fait, des locataires commencent à quitter le HLM, l'expérience leur ayant permis de se valoriser, de se redécouvrir un potentiel et de se trouver un travail.
- Place Hypolite Bernier n'est plus un ghetto, c'est un milieu de vie plus qu'acceptable dont les locataires sont fiers.

Personne contact : Daniel Dussault, dir. gén., Office municipal d'habitation de Lévis, Tél.: 418-833-1490

Si, lors des forums et des échanges, on s'entend aisément sur l'importance de soutenir les personnes, des enjeux de taille demeurent. Au-delà des énoncés de principes ouverts et généreux, comment les organisations des réseaux publics de la santé, des services sociaux, de l'éducation... arriveront-elles à intégrer concrètement dans leurs actions de telles convictions? Ces réseaux interviennent déjà auprès des personnes, comment ces "nouvelles convictions" viendront-elles modifier leurs pratiques et leurs façons de faire ? Comment les grandes organisations publiques régionales (CRD, régies régionales, Commissions administratives régionales, ...) et les instances politiques (municipalités, MRC), toutes ces organisations vouées à la planification arriveront-elles à actualiser pleinement et concrètement ces orientations en lien avec la participation sociale des personnes ? C'est dans l'action concrète, dans l'évolution des pratiques de planification et de gestion des organisations que se vérifiera effectivement la volonté et l'engagement des acteurs !

Une seconde dimension fondamentale du développement social : supporter l'action locale !

L'importance de redonner du pouvoir aux personnes amène une autre conviction chez les acteurs, complémentaire et cohérente dans la continuité de la pensée : l'importance pour la collectivité de soutenir les communautés proches des personnes, là où

les lieux de participation sont les plus accessibles, là où les solidarités sont les plus naturelles.

La seconde condition fondamentale d'une perspective renouvelée du développement social, c'est l'importance de "*miser sur le local*", c'est-à-dire de reconnaître et de supporter les initiatives locales, qu'elles soient issues de la population ou des organismes du milieu.

Cette préoccupation de l'importance de soutenir l'action locale pour favoriser le développement social des communautés s'est affirmée avec force lors des forums régionaux et lors de l'événement national. Il importe, selon plusieurs, de "*réfléchir*" le développement social dans cette perspective de soutien au local, de supporter adéquatement l'action des organismes intervenant au niveau local, de soutenir les solidarités initiées dans les communautés, bref de bâtir le développement social dans cette logique du bas vers le haut, du local vers le régional et le central.

Projet Animation locale

Suite au forum sur la pauvreté en Matawinie tenu à St-Jean-de-Matha, plusieurs projets ont vu le jour. L'Animation locale est l'un d'entre eux. Ce projet vise à mobiliser, dans chaque village, la population autour d'un "*projet de société local*" : quel village désirons-nous dans 3 ans ? Que doit-on développer et surtout comment s'associer des personnes dites "*exclues*" ? Cela implique la mise en place d'outils de consultation et d'animation pour élaborer des pistes d'action et assurer les suivis nécessaires. Quatre municipalités ont accepté de mener la démarche dans leur milieu, soit Sainte-Béatrix, Sainte-Émilie-de-L'Énergie, Saint-Côme et Saint-Jean-de-Matha.

Un regain d'Énergie pour Sainte-Émilie-de-L'Énergie

Premier village à se livrer volontairement à l'exercice d'Animation locale, le 28 août dernier, Sainte-Émilie-de-L'Énergie a vu 72 de ses citoyens et représentants d'organisations locales se réunir un beau samedi matin pour échanger sur le devenir de leur communauté. Les échanges ont pris la forme de tables de discussion axées sur les préoccupations de la population. Deux tables de discussion ont porté sur le développement écono-

mique, une sur les services à la communauté, une table sur loisirs et culture, une autre sur les jeunes (12-17) et trois tables sur les aînés. Dans chacune des tables un même déroulement : d'abord les constats relatifs à l'état du milieu, ses faiblesses et ses forces, ensuite les participants sont appelés à faire preuve d'imagination et de créativité en lançant des idées de projets susceptibles de contribuer au développement économiques social et culturel du milieu. En après-midi, chaque atelier devait prioriser l'un des projets et désigner les membres d'un comité de suivi. Au total 7 projets ont ainsi vu le jour, des projets aussi diversifiés qu'un Festival du canot, des Samedis animés pour les jeunes ou la mise sur pied d'une ressource d'hébergement pour les personnes âgées. Les différents porteurs de dossiers se rencontrent régulièrement depuis, afin d'échanger sur les projets et de se pencher sur les partenariats nécessaires à leur réalisation.

Personne contact : Alain Coutu, CLSC Matawinie, Tél.: 450-882-1035

Supporter concrètement des projets issus de la communauté : le choix de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

La démarche sur le développement social menée dans l'Outaouais a conduit la Régie régionale à prendre une décision importante : oser démarrer des projets concrets au lieu de travailler sur des concepts ! La régie régionale a donc alloué un budget annuel récurrent de 500 000 \$ destiné à supporter des projets de développement social et Villes et villages en santé.

Le budget est réparti selon les territoires desservis par la régie régionale. En 1999, la régie a fait deux appels d'offre (un au printemps et un à l'automne) pour donner le temps aux communautés de s'organiser et de pouvoir formuler leurs projets. Quinze projets ont été soumis au printemps dernier. Pour analyser les projets reçus, la régie a travaillé en partenariat avec des représentants des milieux universitaires, de l'emploi et de la solidarité sociale. On a jugé qu'il était essentiel que ces acteurs soient partie prenante des décisions et alimentent du même coup une vision commune du développement social dans la région.

"Cette décision d'investir dans le développement social est à l'image de la détermination de la régie d'agir concrètement", mentionne Mme Claudette Gatien, "... parce que c'est important que la Régie démontre clairement qu'elle croit à l'empowerment des communautés".

Personne contact : Claudette Gatien, Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, Tél. : (819)770-7747

Là aussi, des enjeux majeurs apparaissent. Comment nos organisations régionales (CRD, régies régionales, Commissions administratives régionales, ...) et nos instances politiques (municipalités, MRC) arriveront-elles à concrétiser cette volonté affirmée de supporter l'action locale ? Comment, dans les communautés, se fera l'arimage entre les enjeux locaux et régionaux de développement social et les activités de certaines instances locales institutionnelles, telles les CLSC, les CLE (Centre local d'emploi) et les CLD (Centre local de développement) ? Comment se feront les arimages entre la volonté d'agir des acteurs régionaux et les organisations locales (organismes communautaires, concertations locales), implantées et actives dans les communautés et déjà directement concernées par les enjeux concrets de développement social de leur milieu ?

Une troisième conviction : l'intersectorialité, dimension incontournable du développement social

Pour soutenir adéquatement les personnes et les communautés locales, il est impérieux de voir les acteurs agir en synergie les uns avec les autres, et développer des actions communes.

Si les forums locaux et régionaux ont mis en évidence la nécessité de se concerter dans l'action et d'harmoniser les interventions survenant sur un même territoire, ils ont aussi généré au sein de plusieurs organisations une réflexion sur leurs propres pratiques.

Devant la complexité des problèmes auxquels nos communautés sont confrontées, les acteurs réalisent qu'ils ne peuvent agir seuls, que les bénéfices découlant de leurs actions sectorielles demeurent minces et qu'ils peuvent améliorer grandement leurs chances de succès s'ils agissent de concert,

Dossier

Le développement social dans les localités et les régions

s'ils harmonisent leurs interventions et coordonnent leurs actions, et ce, en harmonie avec le milieu. Un tel exercice n'est pas simple. Des cultures organisationnelles s'entrechoquent, des pratiques professionnelles se confrontent dans un contexte où les gestionnaires des différentes organisations, préoccupés par la légitimité de leurs interventions dans ce dossier, s'efforcent de retrouver leurs propres objectifs sectoriels parmi les objectifs et orientations formulés régionalement.

Au-delà des affirmations de principes sur la nécessité de l'action intersectorielle, c'est, bien sûr, au chapitre des actions concrètes que se mesurera *"l'ardeur de la foi affirmée"* des acteurs. Ce constat de la nécessité de l'harmonisation des interventions amène aussi à poser comme incontournable la problématique de la diversité des découpages des territoires. À cet effet d'ailleurs, en cohérence avec la préoccupation pour le soutien aux communautés proches des personnes, il apparaît de plus en plus évident aux yeux de plusieurs qu'il est impérieux que le découpage territorial corresponde effectivement au sentiment d'appartenance des individus et des communautés.

L'intersectorialité : l'expérience de la MRC de Matane

La MRC de Matane regroupe quatorze municipalités et 24 700 habitants. Les acteurs de ce territoire réalisent depuis quelques années différents projets communs dans le secteur public et privé, des projets orientés vers le développement de la participation et des compétences des individus et des groupes pour l'amélioration de la santé des communautés locales. Un des projets de la MRC de Matane a aussi été développé dans l'esprit des orientations de décentralisation du secteur municipal. Il visait le transfert de pouvoirs du secteur de la santé et des services sociaux reliés au CLSC vers la MRC et la création d'une nouvelle structure se substituant au conseil d'administration du CLSC. Bien qu'accepté par le ministre des Affaires municipales, accepté en principe avec de-

mande d'ajustements par le ministre de la Santé et des Services sociaux et supporté par les associations municipales provinciales et l'association provinciale des établissements CLSC et CHSLD, le projet ne s'est pas concrétisé. Les promoteurs poursuivent leurs actions de développement local et de mise en commun intersectorielle des problèmes et des solutions pour une gestion partagée des services locaux.

Personne contact : Robert Leclerc, dir. gén. CLSC de Matane,
Tél.: 418-562-5741

L'intersectorialité : le projet de la MRC du Témiscamingue

La MRC du Témiscamingue regroupe trois villes et 17 municipalités totalisant près de 18 000 habitants. Différents acteurs des secteurs sociaux et économiques se concertent pour prévenir la perte de pouvoir et de ressources au profit du palier régional. Leur action est caractérisée par le développement des capacités des communautés locales à prendre les décisions le plus près possible de l'action et par la négociation de la décentralisation locale. Le projet du Témiscamingue maintient le statu quo sur les pouvoirs, compétences et structures des secteurs et organismes en misant plutôt sur un mécanisme et des actions de concertation et sur la mise en commun des pouvoirs des différents secteurs pour négocier avec le palier régional et le palier central.

Personne contact : Pierre Larouche, dir. gén. Centre de santé Sainte-Famille,
Tél.: 819-629-2420

Troisième jalon logique d'une perspective renouvelée de développement social, l'intersectorialité, l'harmonisation des interventions et la nécessité pour les différents acteurs d'agir en harmonie et en synergie avec les autres acteurs. Cette question de l'intersectorialité s'est affirmée avec force dans tous les forums, et dans les suivis aux forums les acteurs tentent de concrétiser cette volonté d'action intersectorielle.

Innover dans la planification et la gestion du développement social en Mauricie :

Comment donner suite aux constats formulés lors des démarches régionales sur

le développement social en Mauricie? Comment passer des constats à l'action concrète et s'assurer que des suivis seront donnés aux orientations retenues? Les acteurs régionaux de la Mauricie ont choisi de se donner un cadre de référence et des outils pour s'assurer qu'un plan d'action concret soit arrêté. Sensibles à la nécessité d'officialiser leurs engagements, ils ont décidé de camper le tout dans le cadre d'une entente formelle entre les partenaires. À cet effet, le Conseil régional de développement de la Mauricie, la Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie, le Ministère de la Solidarité sociale et le Ministère des Régions ont donc paraphé une Entente spécifique qui définit clairement les engagements et les responsabilités des différents acteurs, en lien avec les objectifs poursuivis, notamment travailler à la mobilisation intersectorielle et à l'harmonisation des interventions des différents acteurs en vue d'augmenter la participation sociale des citoyens touchés par la pauvreté et l'exclusion. D'une durée de trois ans, l'entente spécifique devrait conduire sous peu à l'élaboration d'un plan d'action vraiment concerté.

Personne contact : Réal Boisvert, Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie et Centre du Québec,
Tél.: 819-693-3905

Le développement économique et le développement social sont interdépendants et complémentaires ! Une vision à ancrer dans des actions concrètes.

Il y a encore fort à faire pour espérer concilier de façon harmonieuse ces deux facettes du développement. Encore aujourd'hui pour plusieurs, *"... le devenir de la société est perçu comme réductible à l'avenir de son activité économique, alors que le secteur social n'a qu'un statut subordonné, chargé qu'il est de corriger les dysfonctions sociales ou de fournir les mécanismes d'adaptation aux exigences de l'activité économique"*.⁴ Diverses initiatives existent, comme le développement de l'économie sociale ou la promotion de l'entreprise responsable, mais cet enjeu du rapprochement de l'économique et du social reste entier et fondamental pour espérer développer une vision cohérente du développement social.

⁴ Rapport du Forum sur le développement social, Conseil de la santé et du bien-être, octobre 1998, p. 48.

À cet égard, les débats survenus lors des forums locaux et régionaux, et les suivis qui y sont donnés sont encourageants. Selon les acteurs locaux et régionaux, développement économique et développement social ne sont pas antinomiques. Au contraire, ils sont dorénavant perçus comme complémentaires et interdépendants. À cet effet, d'ailleurs, on ne peut guère s'étonner de voir que, dans certaines régions, on affirme clairement que le développement social est l'une des conditions essentielles au développement économique.

Ce sont là des affirmations qui ne sont pas nouvelles, certes, mais elles sont dorénavant portées par des acteurs qui, jusqu'ici, n'avaient pas vraiment tendance à associer ces deux dimensions du développement. Une lecture attentive des rapports des forums régionaux et une observation de ce qui se passe actuellement dans les régions, dans le cadre des suivis régionaux, démontrent hors de tout doute que les acteurs ont intégré dans leur compréhension et dans leurs actions, cette interdépendance entre développement économique et développement social.

À défaut d'avoir assisté lors des forums à une participation significative du secteur privé et de l'entreprise, on se doit de reconnaître que les acteurs du développement économique régional semblent, quant à eux, assez bien sensibilisés à cet enjeu.

Développement économique local et participation du milieu : La démarche du CLD Haut-Saint-Laurent

Ormstown, Huntingdon, Dundee, Howick, Saint-Anicet, petites agglomérations de la MRC du Haut-Saint-Laurent, située à la limite sud-ouest du Québec. Une MRC regroupant 15 municipalités où l'agriculture occupe 94% du territoire et génère 20% de l'emploi. Des 22 703 habitants, 67% vit en milieu rural (agricole), 24% dans les agglomérations de Huntingdon, Howick, Ormstown et Saint-Chrysostome et 9% dans les secteurs de villégiature. Une région privilégiée pour l'agriculture, dotée d'un climat propice et de sols généreux. Une région où quelques grandes industries du secteur des textiles ont maintenu au fil des ans un bon nombre d'emplois, des emplois requérant peu de formation. Mais la région a aussi ses problèmes comme le rappellent Ma-

rianne Roy, de la Corporation de développement communautaire, et Gilles Tardif, de la Coopérative Everton. La population y est vieillissante en raison de l'exode des jeunes vers la grande ville et de la rareté des emplois. Une population faiblement scolarisée, 47,5% de la population n'a pas de diplôme d'études secondaires, 24,5% n'ayant pas complété l'équivalent d'une neuvième année. Les taux d'activité et d'emploi y sont parmi les plus bas en Montérégie, le revenu moyen est faible (21 230\$) et le territoire se situe au troisième rang au chapitre des familles pauvres. Par ailleurs, suite aux démarches de regroupement ou de fusion des institutions publiques, la MRC a connu un déplacement des centres de décision hors de son territoire.

Là, comme ailleurs au Québec, le Centre local de développement (CLD) se met actuellement en place et on élabore un plan d'action en matière d'économie et d'emploi. *"Le développement local est indissociable du développement social, c'est une conviction profonde chez nous"* insiste Pierre Brassard, directeur général du CLD. Face aux constats relatifs aux forces et faiblesses de la région, aux problèmes de pauvreté et de sous-scolarisation d'une bonne partie de la population et, par voie de conséquence, aux problèmes de développement, les administrateurs du CLD ont convenu de faire de la démarche d'élaboration d'un plan d'action pour le CLD une démarche de mobilisation de la société civile et des citoyens, plutôt qu'un exercice technocratique. Comment mobiliser le milieu autour d'enjeux de développement de l'économie et de l'emploi? Comment permettre la participation au marché du travail de ceux et celles qui en sont exclus? Comment générer à la fois de l'emploi mais aussi du mieux-être collectif par les projets d'économie sociale? Voilà quelques-unes des questions soumises à la réflexion des participants. Des consultations larges ont été menées auprès des différents acteurs économiques et sociaux du territoire, des efforts ont été faits pour rejoindre la population au moyen des journaux locaux et l'inviter à participer aux consultations, le tout précédant l'identification d'orientations et de priorités d'action, lesquelles seront débattues lors d'un forum public (12 novembre 1999)

regroupant les différents acteurs, bien sûr, mais ouvert aussi à l'ensemble de la population.

Personne contact : Pierre Brassard, dir. gén., CLD Haut-Saint-Laurent, Tél.: 450-829-2829

Entreprises privées et développement social : La démarche de la Jeune Chambre de Commerce de Montréal

À la Jeune Chambre de Commerce de Montréal, la question de la responsabilité sociale de l'entreprise est présente depuis quelques années déjà. En effet, suite aux efforts conjoints de jeunes entrepreneurs, la Jeune Chambre a constitué un groupe de travail qui a produit :

- une charte de la responsabilité sociale de l'entreprise;
- un livre pour inciter les entreprises à faire leur propre bilan social;
- un programme annuel de reconnaissance de la responsabilité sociale de l'entreprise.

Depuis lors, des efforts de promotion sont faits. *"Ce qu'on cherche, c'est à amener les entrepreneurs à faire le bilan social de leur entreprise"*, mentionne Philippe Béland, l'un des promoteurs de la démarche, qui estime que *"... les forums régionaux ont constitué des opportunités utiles pour sensibiliser les entreprises à cette question du développement social"*.

Le bilan social fait référence à la performance sociale de l'entreprise en fonction des différents acteurs collaborant avec l'entreprise. Trois dimensions composent le bilan social :

- *Responsabilité de l'entreprise envers ses employés.* (On parle ici des efforts faits par l'entreprise pour offrir de la formation continue, pour favoriser l'épanouissement personnel des employés, les efforts faits pour les aider à mieux concilier travail et famille, de même que les efforts pour favoriser une atmosphère motivante chez les employés et pour faciliter la circulation de l'information.)
- *Responsabilité de l'entreprise envers ses partenaires.* (On parle ici de se donner une éthique des affaires, en créant des liens à long terme et en respectant ses engagements, en choisissant des

Dossier

Le développement social dans les localités et les régions

partenaires qui manifestent, eux aussi, un souci d'éthique et en développant des réseaux.)

- **Responsabilité de l'entreprise envers la communauté.** (On parle ici de considérer les impacts sociaux des activités de l'entreprise : éviter toute forme de discrimination, favoriser le développement social et communautaire en offrant un appui financier (ou en biens et services) à une ou à plusieurs causes, ou encore en faisant bénéficier les organisations communautaires de son expertise et de celle de ses employés).

Personne contact : Philippe Béland, Jeune Chambre de Commerce de Montréal

La lutte à la pauvreté : enjeu majeur de développement social dans les localités et les régions

La lutte à la pauvreté fut sans aucun doute l'enjeu identifié comme majeur dans l'ensemble des forums régionaux, un enjeu dont l'importance a été confirmée avec force lors du forum national.

Considérée comme «*phénomène complexe qui atteint les individus dans toutes les facettes de leur être et qui a, à un autre niveau, de multiples implications sur les communautés*»⁵, la pauvreté des personnes est vue comme un obstacle majeur à la participation sociale des personnes, un frein à leur épanouissement et à leurs possibilités réelles de prise en charge, en plus de constituer une entrave sérieuse au développement des communautés. Il n'est donc pas étonnant de constater que la majorité des régions en aient fait un objet de préoccupation prioritaire dans les suivis donnés, se retrouvant généralement au centre même des projets initiés, notamment ceux qui furent précédemment présentés. Plusieurs autres illustrations pourraient en témoigner : la pauvreté est au cœur même de la démarche de la région de Montréal, elle l'est aussi pour Lanaudière, Chaudière-Appalaches, pour la Mauricie, où elle fait même l'objet d'un projet d'entente spécifique entre les acteurs majeurs de la région. La pauvreté est également au cœur des ini-

tiatives locales, notamment dans la MRC Matawinie dans Lanaudière où on cherche à définir et à actualiser des actions dites structurantes.

Ce qu'on doit retenir de toutes ces démarches, c'est le fait que les initiatives en cours s'inscrivent en parfaite cohérence avec les convictions affirmées lors des forums. «*La pauvreté, c'est plus que l'insuffisance de revenus*», comme l'affirmait une participante au forum national. Cette compréhension de la complexité du problème et de sa multifactorialité se retrouve bien présente dans les projets en cours.

Salaberry-de-Valleyfield Un projet de revitalisation centré sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Un constat troublant est à l'origine de la démarche campivalensienne en développement social. Une enquête avait révélé la précarité des conditions de vie des résidents de trois quartiers anciens situés au cœur de Salaberry-de-Valleyfield. Dès lors, le CLSC Seigneurie-de-Beauharnois et la ville de Salaberry-de-Valleyfield décidèrent de mobiliser le milieu et les organisations locales en vue d'identifier des avenues possibles pour améliorer les conditions de vie des résidents de ces quartiers. 180 personnes représentant les divers organismes du milieu ont participé à la réflexion ayant mené au projet de revitalisation. Le projet de revitalisation, tel que conçu, entend amener les organisations à se donner une vision globale des interventions à mener dans ces quartiers (agir autant sur la réussite scolaire que sur les services de périnatalité, à titre d'exemple). La démarche veut faciliter l'intégration sociale et l'ajustement des services publics et communautaires dans le but d'améliorer les conditions de vie. Ultimement, le projet veut satisfaire les besoins de base, améliorer les conditions de logement et d'aménagement, développer l'éducation, l'économie et l'emploi, stimuler les liens sociaux et culturels et favoriser la participation et la démocratie.

Un Comité de pilotage fut constitué, chargé de réaliser un plan d'action sur 10 ans, décomposé en trois phases axées sur des activités mobilisantes. L'approche privilégiée est le quartier, territoire d'appartenance restreint et bien circonscrit, un territoire plus favorable dans

une perspective d'amener les gens à se prendre en main. On propose aux partenaires du milieu d'harmoniser leurs politiques et leurs interventions en faveur de la santé et du bien-être des populations résidentes. En même temps, la démarche prévoit le développement d'activités misant sur la participation des citoyens et l'accès accru aux services (par des assemblées et des comités de quartier, voire même une régie de quartier, formule largement répandue en France).

Personne contact : Jean Tremblay, CLSC Seigneurie-de-Beauharnois

Les jeunes : une préoccupation présente dans l'ensemble des régions

Les jeunes, leur intégration sociale, leur participation aux lieux décisionnels furent des préoccupations exprimées avec force lors des forums régionaux et national. De fait, la région de Québec a même fait le choix d'en faire la thématique centrale de sa démarche et des suivis sont en cours, en vue de concrétiser les orientations retenues lors du forum régional.

Mais d'autres régions ont également retenu cette préoccupation, soit en l'intégrant à divers projets de lutte à la pauvreté, soit à des projets visant l'intergénérationnel, soit à des projets visant à favoriser la participation sociale des personnes.

Des initiatives du milieu en faveur des adolescents

L'adolescence, la période 12-17 ans, est une clientèle quelque peu négligée par les différents programmes institutionnels visant l'intégration sociale qui ciblent davantage les jeunes adultes 18-25 ans. Pourtant nombreux sont les adolescents à la recherche d'un emploi d'été ou désireux d'occuper leurs temps libres à autre chose que la télé! Plusieurs initiatives issues des milieux tentent de prendre en compte ces besoins. À cet égard, les Coopératives Jeunesse de Services (CJS) constituent des avenues intéressantes.

Qu'est-ce qu'une Coopérative Jeunesse de Services ?

C'est une Coopérative constituée de jeunes (12-17 ans) offrant divers services à la communauté. Entièrement gérée par les jeunes, supportés par un intervenant jeunesse qui dispense les formations

⁵ Rapport du Forum sur le développement social, p. 10.

voulues, la Coopérative doit voir à son financement, à la promotion de ses services, à la gestion des contrats, de même qu'à la gestion financière des revenus générés par les contrats. L'idée de base est de permettre à des adolescents de vivre l'expérience de travail dans un milieu coopératif, et ce, dans un contexte où chacun des "coopérants" doit mettre l'épaule à la roue pour assurer le fonctionnement et la gestion de "sa coopérative". Apprentissages concrets (habitudes de travail, démarches de sollicitation, exécution de travaux en marge des contrats obtenus et gestion financière), socialisation (apprentissage des règles de fonctionnement de comités et de conseil d'administration, liens entre coopérants, démarches de promotion, de recherche de financement, ...), valorisation personnelle, développement de l'autonomie et ... argent de poche sont autant de bénéfices concrets pour les adolescents participant à une telle coopérative. Généralement, quelques mois (la période d'été) suffisent pour que les 12-15 jeunes coopérants assimilent bien les rudiments de la gestion de leur coopérative.

Les Coopératives Jeunesse de Services sont issues de la volonté et de l'implication des acteurs du milieu. On retrouve le plus souvent au sein des comités promoteurs ou des comités d'encadrement des représentants d'organismes du milieu, un intervenant jeunesse, un représentant du CLSC, du milieu municipal (service des loisirs, service de la police), des maisons de jeunes, des bénévoles du milieu (parents) de même que des partenaires privés tels que Caisse Populaire, entreprises privées et clubs sociaux.

Les Coopératives jeunesse de services de Mirabel : l'exemple de la "Top Coop" de St-Janvier

Située à la Maison des Jeunes de St-Janvier, la "Top Coop" (ainsi baptisée par ses 13 coopérants de 13 à 17 ans, 7 filles et 6 garçons) offrait à la communauté des services aussi diversifiés que tonte de pelouse, peinture extérieure et intérieure, jardinage, lavage de vitres, de voitures, nettoyage de piscines, ménage intérieur, aide scolaire, gardiennage, surveillance de quartier, réparations mineures (clôture, ...). 11 semaines de prépa-

ration pour ces jeunes et 8 semaines de travail, au total, 15 heures de formation pour chacun des jeunes, 413 heures de travail rémunérées, 348 heures de réunion (4 comités en plus du CA) et 1125 heures consacrées à la gestion. Générant des revenus de 4 332,00\$ et un profit net de 415,72\$, la "Top Coop" fut un vif succès aux yeux des coopérants, ainsi qu'aux yeux des organismes parrains de la démarche. La "Top Coop" continuera ses activités lors de la période scolaire, "...offrant à la population de nouveaux services, tout en tenant compte des obligations scolaires des coopérants" insistent Mélanie Paiement, intervenante jeunesse, et Chantal Tardif de l'Association des Maisons de Jeunes de Mirabel.

La région de Mirabel a aussi eu une autre coopérative jeunesse de services, celle de Saint-Augustin qui en est à sa seconde année d'existence. Les Coopératives jeunesse de services de Mirabel ont pu compter sur le support de l'Association des Maisons de Jeunes de Mirabel, du CLD de Mirabel, de la Ville de Mirabel, de la Caisse populaire de St-Janvier, du journal Le Courrier, de même que du Club Optimiste, de Cantel, du CLSC, du Comité de Loisirs et de la Caisse Populaire de Mirabel.

Personne contact : Mélanie Paiement, CJS Saint-Janvier, Tél.: 450-435-8137

Une consultation par consensus informé sur le suicide chez les jeunes

La Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Iles (CSSMI), la Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS) des Laurentides et une équipe du Groupe de recherche interdisciplinaire en santé (GRIS) de l'Université de Montréal, se sont associés dans une importante démarche de concertation par consensus informé auprès de la population sur le suicide chez les jeunes. Cette démarche de consultation avait pour but d'enrichir la planification des stratégies et programmes que souhaitent mettre en application pour les années à venir, la CSSMI et la RRSSS des Laurentides.

Comme l'explique Pierre De Coninck, chef de projet, "au Québec, le suicide chez les jeunes est un phénomène important. Si nous avons choisi le terri-

toire de la CSSMI, c'est le dynamisme du milieu et la volonté de la CSSMI et de la RRSSS des Laurentides qui ont suscité notre intérêt à entreprendre une telle démarche. Il ne faut pas comprendre que cette problématique est pire sur ce territoire qu'ailleurs", a-t-il ajouté.

La consultation par consensus informé vise avant tout à fournir aux décideurs un éclairage sur les solutions envisageables pour régler les problèmes touchant la population par la population. Ainsi de février à mai 1999, onze citoyennes et citoyens, résidant sur le territoire de la CSSMI, ont débattu de ce sujet complexe. Ces personnes n'ont pas d'intérêt personnel ou collectif à défendre relativement à ce problème. Après avoir lu un document d'information présentant les différents enjeux de cette problématique, et après plusieurs rencontres à huis-clos, les membres du comité ont convenu de poser six questions thématiques à 15 spécialistes (privé, public, communautaire) pour les aider dans leur réflexion et cheminement. Ces experts étaient conviés à répondre par écrit, puis à venir présenter leur avis lors d'un colloque ouvert au public les 14 et 15 mai dernier. Au lendemain du colloque, le comité a formulé 15 recommandations qui ont été annoncées publiquement en conférence de presse et remises aux décideurs, le 17 mai. Ces recommandations sont disponibles sur les sites internet respectifs des deux organismes (CSSMI : [//www.cssmi.qc.ca](http://www.cssmi.qc.ca) ; RRSSS des Laurentides : [//www.rrsss.gouv.qc.ca](http://www.rrsss.gouv.qc.ca)).

Lors du dépôt des recommandations aux partenaires, le président de la RRSSS des Laurentides a invité les membres du Comité de citoyens et de citoyennes à siéger, dès l'automne, sur un comité de suivi mixte sur le suicide chez les jeunes. Une évaluation de cette consultation est actuellement en cours.

Personne ressource : Pierre De Coninck, Département de médecine sociale et préventive, U. de Montréal. Tél.: (514) 343-6111, poste 1281.

Les suivis aux forums locaux et régionaux génèrent des innovations dans les pratiques

L'un des objectifs affirmés de la démarche du Forum sur le développement social était d'amener les acteurs économiques et so-

Dossier

Le développement social dans les localités et les régions

ciaux à entrer en dialogue autour d'enjeux relatifs au développement social.

Dix huit mois après le Forum national d'avril 1998, on peut, en observant les suivis donnés aux forums dans les localités et les régions, considérer qu'une percée significative a été réalisée aux niveaux local et régional. La question du développement social est dorénavant inscrite à l'agenda des CRD, tout comme elle est présente dans les activités des régies régionales de la santé et des services sociaux, le plus souvent logée à l'enseigne de la santé publique. La question du développement social est également au cœur de démarches régionales de consultation et de concertation importantes, réunissant autour d'une même table des organisations qui, jusque là, n'avaient guère l'habitude de se côtoyer, et encore moins de collaborer. Portées régionalement par le CRD ou par une Table des partenaires, les démarches régionales de développement social ont en commun de réunir plusieurs organisations significatives dans leurs milieux, de tenter d'animer une concertation fructueuse des différents acteurs autour d'une vision commune des enjeux régionaux, une concertation donnant lieu à des orientations régionales partagées par les organisations sectorielles et aboutissant à des plans d'action concrets.

Pour chacune des organisations participant aux suivis régionaux l'effort à investir demeure significatif : il n'est jamais facile d'accepter de revoir ses propres pratiques, de questionner ses propres interventions. Il n'est pas facile non plus d'accepter de reformuler son propre plan d'action en fonction d'objectifs régionaux définis par un large éventail d'acteurs sociaux. Le réflexe "sectoriel" reprend vite le dessus quand les remises en question se font trop insistantes. Néanmoins, dans plusieurs régions, de tels réajustements ont cours, comme en témoignent certains des exemples décrits dans ce bulletin. De tels exercices représentent des difficultés réelles pour bon nombre d'organisations, en raison de leurs mandats spécifiques qui les lient à des responsabilités formelles, à des pratiques établies, à des programmes normés dont ils ne peuvent déroger. Pour d'autres organisations, la remise en question suppose de

revoir la façon même d'aborder et de comprendre les problèmes, la façon d'analyser les facteurs qui influent sur leur développement, de même que sur les avenues possibles pour agir, cela suppose aussi de revoir des pratiques établies depuis longtemps, des pratiques rassurantes puisqu'elles reposent généralement sur les seules expertises de l'organisation et dépendent peu de contributions extérieures. Pour ces organisations, les changements à survenir ne peuvent se faire qu'avec le temps, au fur et à mesure que se feront les apprivoisements nécessaires. Il serait même dommageable de vouloir bousculer les organisations dans l'espoir de changements. Des processus comme ceux-là requièrent à la fois du temps, la conviction et l'engagement des gestionnaires des organisations et du temps pour apprivoiser ces nouvelles façons de faire, pour les inventer, au besoin, et pour innover dans les nécessaires relations avec d'autres partenaires.

Jusqu'ici les démarches en cours dans les régions s'avèrent encourageantes. Malgré les difficultés inhérentes à ces démarches, dans un contexte économique et politique peu propice, les travaux de suivis aux forums se poursuivent, prennent corps, soit sous la forme d'un axe de développement social intégré à la planification stratégique régionale, ou sous la forme d'ententes spécifiques, d'ententes de collaboration ou de cadres de référence endossés par l'ensemble des acteurs. Du côté des régies, des efforts sont manifestement faits pour prendre en compte la question du développement social, d'abord par des contributions importantes aux démarches régionales de même que par des actions plus internes, comme la mise en place d'équipes dédiées au développement social ou la mise en place de fonds destinés à soutenir des projets. D'autres acteurs que les CRD et les régies régionales sont également présents et actifs dans les suivis régionaux, y allant de leurs contributions spécifiques, notamment les instances régionales de plusieurs ministères et organismes publics (ministère de la Solidarité sociale, ministère des Régions, ministère des Relations avec les citoyens, Office des personnes handicapées, ...), les autorités municipales et les MRC, les regroupements d'organismes communautaires, les représentants de milieux d'affaires, les organisations syndicales, les représentants des milieux de l'éducation...

Au niveau local, des actions concrètes se réalisent, soutenues par les solidarités du milieu et le dynamisme propre aux communautés. À elle seule, la MRC de la Matawinie compte sept projets concrets en voie de réalisation avec la collaboration des acteurs locaux, institutionnels, privés et communautaires. Des projets de diverses natures, tous issus de l'imagination et de la créativité des gens du milieu, des gens conscients des besoins de leurs milieux, de ses forces et de ses faiblesses. C'est le cas aussi un peu partout, dans d'autres régions. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soit d'abord du niveau local que viennent les projets les plus novateurs, c'est généralement le cas. Le défi demeure cependant entier, celui du lien entre le local, l'initiative locale et le palier régional, les administrations régionales que sont les régies régionales, les CRD, les MRC... Dans plusieurs régions des mécanismes de communication et de collaboration ont été mis en place entre les comités de suivis régionaux et les tables locales de concertation (ex. : des représentants de tables locales siégeant à la table régionale). De tels mécanismes auront certes un rôle majeur à jouer dans la concertation entre les paliers d'intervention et dans la concrétisation des différents projets issus des communautés.

Bien sûr, on est encore très loin de pouvoir parler d'un "nouveau modèle de développement social", surtout si on entend le comprendre à partir des pratiques ayant cours sur le terrain. Mais il y a lieu, nous semble-t-il, de continuer d'observer ce qui se fait un peu partout, dans les différentes régions, dans les localités, et d'encourager ces travaux, ces concertations et ces projets, de les faire connaître et reconnaître. Il y a certes, dans ces différentes initiatives, des éléments utiles pour la poursuite de la réflexion.

Le Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal : S'ENTENDRE POUR LUTTER CONTRE L'APPAUVRISSMENT

Le Conseil régional de développement de l'Île de Montréal (CRDÎM) a conduit en 1997-1998 un processus de concertation visant la confection d'un premier cadre de référence en matière de développement social de l'île de Montréal. C'est à l'issue de cette démarche qu'est né le Forum sur le développement social de l'Île de Montréal.

(suite en page 15)



Réflexion

Le modèle québécois : un modèle dépassé ou à la recherche d'un nouveau paradigme?

Par Benoît Lévesque, Gilles L. Bourque et Yves Vaillancourt
Centre de recherche
sur les innovations sociales dans
l'économie sociale, les entreprises
et les syndicats (CRISES), UQAM

constituer un “modèle québécois de développement”, dont l'unité était assurée par des compromis s'articulant autour d'un interventionnisme étatique, du nationalisme économique, d'une démocratisation des services collectifs et d'une modernisation de l'économie et des infrastructures. Ce modèle relève d'une approche hiérarchique et centralisatrice.

Pour les politiques économiques, la grande entreprise et l'organisation bureaucratique sont valorisées sans réserve. L'État se perçoit comme le mieux outillé pour réaliser une planification économique incitative de sorte qu'il n'hésite jamais à se faire entrepreneur pour favoriser la diversification industrielle. Ces interventions sont définies principalement à partir du périmètre du Québec selon une vision favorable à l'autosuffisance, quitte à investir lourdement dans les “canards boiteux”. Dans le domaine social, la modernisation du système d'éducation et des services sociaux et de santé a signifié un accroissement considérable de l'intervention de l'État sur le plan du financement, de la régulation et de la dispensation des services. Du même coup, ces services sont devenus davantage accessibles et gratuits dans l'ensemble de la société québécoise. Toutefois, leur organisation s'est déployée selon un rapport avec les citoyens comparable à celui que l'on retrouve dans la très grande entreprise de l'époque, un rapport hiérarchique et bureaucratique. Avec le recul du temps, il ressort clairement que dans le domaine de la santé et des services sociaux, les réformes des années 1960 et 1970, en dépit de leurs effets positifs, entretenaient un net penchant pour l'hospitalocentrisme : plus de services de santé et de bien-être devenaient accessibles à condition d'être consommés dans les centres hospitaliers et dans les centres de services sociaux plutôt que dans les milieux de vie naturels des personnes. Les solidarités communautaires, la prévention et les déterminants sociaux de la santé et du bien-être sont demeurés négligés par les autorités publiques jusqu'à tout récemment.

Les limites du modèle

Les acteurs de la Révolution tranquille ont appliqué une recette qui avait fait ses preuves ailleurs et qui formait un cercle vertueux : une présence plus importante de l'État pour s'assurer d'un équilibre socialement acceptable des grands indicateurs économiques, une syndicalisation plus importante qui permet une croissance des revenus et par la même occasion, une augmentation de la demande effective. Mais au-delà

Depuis la dernière élection québécoise, le débat sur le “modèle québécois” a été relancé d'abord par les politiciens, puis par des leaders d'opinion et des chercheurs de diverses tendances. Ce débat est nécessaire à condition de sortir de l'enlisement qu'entraîne nécessairement la seule mise en perspective de positions antagoniques irréductibles : plus de marché versus plus d'État. Ces deux positions supposent que le modèle issu de la Révolution tranquille est encore présent : dans un cas, on cherche à le maintenir ; dans l'autre, à le détruire. Pour nous, ce modèle relève du passé : il n'existe plus comme tel. S'il est intéressant d'y revenir pour comprendre pourquoi il est bien dépassé, les repères pour penser l'avenir ne peuvent être fournis que par un nouveau paradigme.

Un modèle hiérarchique et centralisateur

Dans la foulée de la Révolution tranquille, une série d'initiatives ont été prises par les gouvernements québécois successifs (de Lesage à Bourassa) et par les grands acteurs sociaux autour du développement du Québec. Ces initiatives ont fini par

de sa description “vertueuse”, les limites du modèle se font sentir assez tôt. Dès les années 1970, comme les recherches l'ont amplement démontré pour la plupart des pays de l'OCDE, les gains de productivité élevés sur lesquels reposait le modèle de la production en série s'effondrent brusquement, mettant fin à une dynamique interne positive.

Dans le cas du Québec, cette gestion étatique du développement économique fut plus ou moins un échec du point de vue de l'emploi. Après une amélioration importante pendant les années 1960, le chômage est en progression constante par la suite, atteignant un sommet lors de la récession de 1981-1982. Au plan des services collectifs, les résultats sont également mitigés tant du point de vue du décrochage scolaire que de leur incapacité à répondre aux nouveaux besoins sociaux. Plus profondément, la démocratie sociale ancrée dans les intérêts collectifs et régionaux est dévalorisée au profit d'une démocratie représentative qui s'en remet aux technocrates pour prendre les “bonnes décisions”. Dès le début des années 1970, les tensions sociales atteignent leur paroxysme : radicalisation des syndicats et formation de groupuscules d'extrême-gauche. À la démocratie représentative est opposée la démocratie directe, voire une autogestion. Après avoir contribué à son édification, les mouvements sociaux ont donc remis explicitement en cause le modèle de la Révolution tranquille, notamment son approche hiérarchique et ses limites au plan de la démocratie. Par la suite, les gouvernements ont également cherché à sortir de ce modèle. Dès la fin des années 1970, le gouvernement péquiste propose des sommets pour la concertation et met de l'avant une politique misant sur le virage technologique et la conquête des marchés externes.

La critique est également venue de la droite. Dans le contexte de la crise des finances publiques et de la récession de 1981-1982, la vision néolibérale a alors acquis une légitimité suffisante. Porté par l'enthousiasme des nouveaux acteurs politiques provenant du milieu des affaires, Robert Bourassa forme des groupes de travail pour clarifier les principes et le programme de ces acteurs. Leurs rapports dits “des sages” sont déposés au milieu de l'année 1986. Ils préconisent une mutation dans “l'art de gouverner

“ et visent explicitement à remplacer les arrangements institutionnels en place par un régime fondé sur l'autorégulation marchande. Pour diverses raisons, Robert Bourassa refuse d'adopter la proposition d'un État absent de l'activité économique. C'est un échec pour la vision ultra-libérale, mais c'est aussi le début de la fin du modèle hiérarchique.

La dénonciation récente de l'interventionnisme étatique, de la part de Jean Charest à l'occasion de la dernière campagne électorale, puis les interventions successives de Claude Castonguay, de Marcel Boyer et de Jean-Luc Migué contre les effets pervers du modèle québécois, semblent exprimer la résurgence de cette vision néolibérale. Leurs interventions s'enferment dans une vision de l'économie qui interdit à l'État d'être porteur de choix collectifs. Ils expriment un projet de société fondé sur l'autorégulation marchande, qui devrait favoriser spontanément l'initiative des individus, faire réussir les élèves et guérir les malades. Le simplisme de l'ultra-droite n'a d'égal que celui de l'ultra-gauche qui ne trouve d'autre alternative que le renforcement du modèle hiérarchique et centralisateur. Ce faisant, elle assimile au néolibéralisme toutes initiatives visant la démocratisation du travail ou encore la revalorisation de la société civile. À partir du moment où les crises rendent impossible la reproduction de l'ancien modèle, la vision qui affirme vouloir retourner en arrière pour retrouver l'esprit du providentialisme s'enferme dans une vision de conservatisme social. De même, l'autorégulation marchande proposée par l'ultra-droite ne pourrait se réaliser sans régression sociale. La vision de l'ultra-gauche comme celle des ultra-libéraux représentent les deux faces d'une même vision duale du monde, mettant dos-à-dos le marché et l'État. Une telle dichotomie rend tout compromis impossible.

À la recherche d'un nouveau paradigme...

Si l'on examine attentivement les expérimentations et les initiatives de la société québécoise depuis le milieu des années 1980, il apparaît clairement que ces dernières sont inspirées par une bonne dose de pragmatisme nord-américain et surtout qu'elles sont éloignées aussi bien du modèle de la Révolution tranquille que du néo-libéralisme.

Quelques indices d'un nouveau modèle

Dans le nouveau modèle en émergence,

l'État est défini comme un partenaire. La concertation des acteurs sociaux est exigée par ces derniers non seulement pour sortir de la crise mais aussi pour créer un espace public de délibération. Dans cette visée, une stratégie industrielle offensive suppose une coordination gouvernementale décentralisée : tables de concertation, grappes industrielles, “contrats sociaux” de travail, etc. Au lieu de s'investir dans la diversification industrielle, l'État favorise quelques secteurs stratégiques pour tirer profit de l'insertion du Québec dans l'économie-monde. À cette fin, il met de l'avant une stratégie axée sur l'offre intégrée : R&D, formation de la main d'œuvre, accès au financement, etc. L'État ne vise plus à devenir entrepreneur : une participation minoritaire lui suffit pour affirmer des demandes visant l'intérêt général. Ainsi, la nouvelle SGF a refait le consensus parmi les principaux acteurs, comme en témoignent les appuis récents de l'AMEQ et de nombreux acteurs régionaux. Dans cette visée, Investissement-Québec (ex-SDI) s'est ouvert à l'économie sociale. Ce nouveau modèle ne vise pas à sortir du capitalisme mais les différences avec le néolibéralisme deviennent suffisamment marquées pour susciter l'engagement de ceux et celles qui sont disposés à travailler pour une société plus humaine.

Sous la pression des mouvements sociaux (syndical, communautaire, féministe, coopératif), l'État québécois des années 1990 a donc été amené à reconnaître une pluralité d'acteurs sociaux organisés. Ces acteurs ont un rôle déterminant du fait qu'ils ont l'autorité et habituellement les moyens pour encourager la diffusion des innovations qui surgissent à l'échelle locale. Les Conseils régionaux de développement, les tables sectorielles de concertation, les comités sectoriels de main-d'œuvre, les Commissions de partenaires du marché du travail, les Centres locaux d'emploi (CLE) et les Centres locaux de développement (CLD) sont autant d'espaces nouveaux où les acteurs représentatifs de la société civile peuvent participer à l'élaboration puis à la mise en œuvre des stratégies de développement. Le rôle de l'État est ainsi transformé puisque l'on passe d'une intervention étatique en principe externe à la société civile à une intervention arrimée à divers lieux de délibération. Cette ouverture sur le partenariat peut être observée dans les

entreprises et dans les services collectifs.

Dans les entreprises, on peut observer une diversité d'innovations. S'il est manifeste que l'organisation tayloriste est encore présente sur le terrain, elle a été néanmoins ébranlée aussi bien par la crise du travail que par les formes de la concurrence et les nouvelles technologies. Les formes les plus intéressantes de modernisation contribuent à repenser le partage du pouvoir entre la direction et les travailleurs syndiqués (ex.: les comités paritaires et la négociation continue) et la réorganisation du travail (ex.: le travail en équipe) sans oublier la requalification professionnelle. Depuis le début des années 1980, la participation des travailleurs à la propriété des entreprises est devenue possible à partir de deux fonds de travailleurs et d'une trentaine de coopératives de travailleurs-actionnaires.

De même, les organisations communautaires, qui valorisent la participation des usagers, se sont données une vision du développement où les frontières entre le social et l'économique ont été remises en question. Ainsi, la nouvelle économie sociale situe les services de proximité non seulement dans le domaine de la santé et des services sociaux mais également dans le cadre du développement local. La période actuelle est également marquée par la reconnaissance institutionnelle des organisations communautaires et de femmes qui ont été appelées à siéger à côté des syndicats et du patronat pour relever le défi du chômage, de la pauvreté et des besoins sociaux non satisfaits. Dans le domaine de la santé et des services sociaux, les organismes communautaires, ont obtenu dans le cadre de la réforme Côté-Rochon une reconnaissance comme partenaire. Dans le domaine sociosanitaire en particulier, la reconfiguration de l'État-providence peut donc se faire autrement que sous la seule alternative de la privatisation et d'une marchandisation des services collectifs.

Vers un nouveau paradigme ?

Le nouveau modèle sous-jacent aux expérimentations les plus novatrices n'a été explicité par aucun gouvernement et aucun parti politique. De plus, les indices du nouveau modèle cohabitent souvent avec d'autres indices relevant du modèle néolibéral ou encore avec les assises institutionnelles de l'ancien modèle

de la Révolution tranquille. Ainsi les innovations locales entrent parfois en contradiction avec le système institutionnel macrosocial et les stratégies des grands acteurs sociaux.

Par ailleurs, les innovations les plus spectaculaires sont venues de l'économie sociale. La reconnaissance politique des acteurs de cette nouvelle économie et la diffusion sur une large échelle des modèles culturels qui leur sont associés sont la preuve de la place significative qu'ils ont prise : dans l'espace économique en créant de nouveaux types d'entreprises et de nouvelles formes de coordination entre elles ; dans l'espace social en trouvant des réponses originales à des problématiques dans la santé, l'exclusion sociale, le développement local, la création d'emplois etc. ; dans l'espace politique en participant à la reconfiguration des instances de développement local. Par ailleurs, les expérimentations qui nous permettent d'avancer l'hypothèse d'un nouveau modèle concernent aussi bien les transformations des rapports de travail que les transformations des rapports de consommation. De ce point de vue, l'économie sociale n'est qu'un chantier parmi d'autres, mais un chantier qui témoigne des différences existant entre les visions néolibérale et partenariale. En effet, le néolibéralisme fait également appel à l'économie sociale pour mobiliser la proximité ; mais, il le fait au profit des seules activités marchandes ou comme solution de dernier recours pour les exclus de l'économie de marché.

En somme, même s'il existe de nombreuses expérimentations, il serait prématuré d'affirmer que ce nouveau modèle existe de façon claire et irréversible. Le nouveau paradigme est encore à expliciter. Sous cet angle, les pratiques sont nettement en avance sur le discours des acteurs et des gouvernements. D'où l'importance d'un travail d'analyse et de construction théorique qui permette de circonscrire plus clairement la nature des enjeux et la portée des conflits. Dans cette visée, la seule dénonciation à la lumière du modèle précédent perd une grande partie de sa portée alors que les propositions allant dans le sens de la démocratisation invitent les acteurs sociaux à devenir plus actifs. Dans une période de transition, la référence au modèle québécois de la Révolution tranquille peut encore être faite, mais ceux et celles qui s'en tiennent à cette seule référence risquent de se retrouver dans la position de celui qui conduit sa voiture à partir exclusivement du rétroviseur. ♦

Dossier

*Le développement social dans les localités et les régions
(suite de la page 12)*

D'emblée, une des grandes réussites du Forum, jusqu'à maintenant, est celle d'avoir réuni autour d'un projet commun un grand nombre de partenaires diversifiés. En effet, le défi posé par cette démarche était de taille pour une région comme la nôtre. Voici quelques données pour illustrer l'ampleur des travaux entrepris.

- Entre juin et décembre 1997, il s'est tenu dix-sept forums locaux dans les quartiers et les municipalités du territoire ; près de 2000 personnes ont été rejointes soit à titre individuel ou comme représentant d'organismes.
- Au niveau du Forum régional, on évalue à 200 le nombre de personnes qui se sont réunies pendant trois jours pour élaborer les priorités régionales.
- Une délégation de 104 personnes a participé au Forum national à Québec, en avril 1998.

À l'issue de ce Forum, un Cadre de référence en matière de développement social a été produit. La phase 2 de la mise en œuvre a débuté en 1998. En voici quelques grands éléments :

- Pour chacun des huit (8) enjeux identifiés dans le cadre de référence par les partenaires, huit (8) comités d'implantation se sont mis en place et c'est plus de cent (100) personnes qui travaillent activement à l'élaboration d'un plan d'action intégré. Depuis mars 1999, à titre d'exemple, près de quarante (40) rencontres ont eu lieu ; elles doivent conduire au dépôt du plan d'action intégré, au CRDIM, en décembre prochain.
- Depuis le début de la démarche, une soixantaine de partenaires provenant des milieux communautaires, institutionnels, syndicaux et des affaires se réunissent deux à trois fois durant l'année pour valider et sanctionner les orientations des travaux du Forum.
- Un Comité de direction formé d'une vingtaine de représentants des partenaires et des pouvoirs publics se réu-

nit plusieurs fois durant l'année pour assurer le suivi de l'ensemble de la démarche.

Au-delà de ces données, un des gains majeurs du Forum, c'est sans nul doute celui d'avoir favorisé la réunion et la coordination des efforts et des interventions de tous les partenaires pour l'amélioration des conditions de vie des personnes de notre territoire. Faire connaissance, se parler, se faire confiance et chercher ensemble des solutions aux problèmes identifiés, c'est un défi relevé avec brio par de nombreux partenaires qui ont choisi la voie de la concertation comme valeur ajoutée à leur propre intervention.

D'autre part, plusieurs partenaires ont souligné "l'impact invisible" du Forum régional sur les politiques et pratiques d'organismes institutionnels. En effet, plusieurs ont rapporté des changements ou des ajustements qui se font directement ou indirectement sous l'impulsion de la dynamique du Forum. Il s'agit là d'un bénéfice réel, pour la population d'un quartier ou du territoire, que l'on ne peut négliger. Sur un autre plan, de nouveaux outils se sont développés pour l'identification des problèmes et la recherche de solutions conséquentes. L'intégration de l'analyse différenciée, entre autres, permet maintenant de mieux cibler les groupes prioritaires visés par les travaux du Forum.

Il y a encore beaucoup à faire évidemment et le plan d'action intégré qui sera déposé dans quelques semaines au CRDIM devra s'harmoniser, du moins en partie, au nouveau plan stratégique 2000-2005 du CRDIM.

Personne contact : Norma Drolet, Coordinatrice, Forum régional de développement social de l'île de Montréal, Tél.: 514 842-3566 ♦



Nouvelles brèves

Journées annuelles de Santé publique Notre capacité d'action : perspectives et défis

La troisième édition des Journées annuelles de santé publique (JASP) sera présentée cette année à Québec, les 2, 3 et 4 novembre 1999, par le Conseil des directeurs de la santé publique, en association avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Institut national de santé publique, l'Association des CLSC et des CHSLD du Québec ainsi que l'Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec. Les JASP s'adressent principalement aux intervenants du réseau de la santé et des services sociaux mais également à toutes personnes, des secteurs communautaires, de l'éducation ou autres, intéressées par l'avenir de la santé publique.

Le programme de l'événement est orienté vers les enjeux et les défis qui attendent les équipes de santé publique. On retrouvera notamment des conférences et des débats autour de l'élaboration d'une loi de la santé publique et sur la façon de préserver et d'intensifier les actions en prévention et en promotion. Dans un autre ordre d'idées, on se penchera sur le défi que représente la promotion de la santé dans des communautés dont la proportion de personnes âgées augmente rapidement. Les jeunes ne seront pas laissés-pour-compte puisque le programme leur réserve deux ateliers. Une journée complète sera consacrée à la gestion des risques en santé publique alors que l'Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec fera le point sur la lutte contre le cancer du sein et sur les grands dossiers en environnement. Il sera également question des maladies causées par les prions (ex.: la maladie de Creutzfeld-Jacob) et de la pharmaco-épidémiologie. Pour obtenir plus d'information sur le programme des Journées annuelles, visitez le site Internet à l'adresse suivante : www.cspq.qc.ca/jasp ou téléphonez au (418) 523-4290.



Éditeur :

Conseil de la santé et du bien-être

880, Chemin Ste-Foy, r.c. Québec, Qué. G1S 2L2
Tél. : (418) 643-3040 Télécopieur : (418) 644-0654
Courrier électronique : csbe@msss.gouv.qc.ca
Internet : <http://www.msss.gouv.qc.ca/csbe>

Conception et impression :

ACOR

Comité directeur du bulletin :

Michel Morel, rédacteur en chef
Direction de la santé publique
de la Régie régionale de Montréal-Centre

Guyline Chabot
Conférence des régies régionales
de la santé et des services sociaux

Lorraine Carrier
Association des régions du Québec,

Denis St-Amand
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Lionel Robert
Conseil de la santé et du bien-être

“Santé et qualité de vie : nos municipalités à l'heure de la mondialisation” 3^e congrès des responsables locaux de santé des Amériques

C'est du 13 au 16 mars 2000 que se tiendra à Québec le 3^e Congrès des responsables locaux de santé des Amériques, placé sous le thème “Santé et qualité de vie : nos municipalités à l'heure de la mondialisation”. 800 participants sont attendus, provenant des Amériques du Nord, du Sud et centrale, représentant des secteurs municipaux, sanitaires, environnementaux, communautaires, ... On y traitera des effets des transformations des systèmes sociosanitaires sur les niveaux local et municipal, de décentralisation et de solidarité, de même que du niveau local comme lieu d'intégration du social, de la santé et de l'action intersectorielle.

Le Congrès, qui se tient en 4 langues (français, anglais, espagnol et portugais), se veut, selon les organisateurs, “une occasion unique de travailler ensemble et autrement pour améliorer la santé et la qualité de vie des communautés, dans les Amériques”. Le programme préliminaire de l'événement est déjà en circulation. ♦

Pour plus de renseignements :

Secrétariat du 3^e Congrès des responsables locaux
de santé des Amériques
Tél. : (514) 395-1808
Télécopieur : (514) 395-1801
Courriel : info@opus3.com
Internet : http://www.msss.gouv.qc.ca/congres_quebec

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque nationale du Canada • ISSN 1488-6499

